CAMERA DEI DEPUTATI N. 1481

PROPOSTA DI LEGGE

D'INIZIATIVA DEI DEPUTATI

COSTANTINO, FRATOIANNI, GIANCARLO GIORDANO, DI LELLO

Ratifica ed esecuzione della Convenzione europea per la protezione del patrimonio archeologico, fatta alla Valletta il 16 gennaio 1992

Presentata il 5 agosto 2013

ONOREVOLI COLLEGHI ! — A ventuno anni dalla firma della Convenzione europea per la tutela del patrimonio archeologico, (La Valletta 1992), solo l'Italia e San Marino, tra i firmatari, non l'hanno ancora ratificata. In questi anni è stato accumulato un ritardo nella modernizzazione dell'archeologia, che ha mortificato le competenze del settore e messo fortemente in discussione il ruolo di leadership dell'Italia nel campo della tutela, che un tempo le era internazionalmente riconosciuto. Ben 41 Stati membri del Consiglio d'Europa hanno ratificato tale Convenzione, rendendo operativo l'accordo nel proprio territorio.

Nel corso della XIII legislatura era stato presentato al Senato della Repubblica un disegno di legge di ratifica che non ha avuto seguito. Anche i precedenti Ministri per i beni e le attività culturali, tra cui l'ultimo in ordine di tempo Lorenzo Ornaghi, hanno sempre inserito la ratifica della Convenzione tra le priorità del dicastero, ma senza mai darvi seguito. Una petizione dell'Associazione nazionale archeologi del settembre 2011 ha raccolto oltre 1.800 firme a sostegno della richiesta di ratifica della Convenzione da parte dell'Italia.

La Convenzione, che ha sostituito la precedente Convenzione di Londra del 1969, ha come obiettivo primario la conservazione e la valorizzazione del patrimonio archeologico nelle politiche urbane e di pianificazione e riguarda principalmente le modalità di collaborazione tra archeologi, urbanisti e pianificatori. Essa formula degli orientamenti sul finanziamento dei lavori

di scavo, di ricerca e di pubblicazione di risultati ottenuti. Inoltre si occupa anche di accesso del pubblico, in particolare ai siti archeologici, e delle attività educative da sviluppare affinché la pubblica opinione conosca e apprezzi il valore del patrimonio archeologico. Non ultimo, la Convenzione disegna un quadro istituzionale per una cooperazione paneuropea in materia di patrimonio archeologico, che implica uno scambio sistematico di esperienze e di esperti tra i diversi Paesi.

Negli articoli 5 e 6 è introdotto il principio giuridico dell'« archeologia preventiva » che regola l'integrazione anche economica della tutela dei depositi archeologici nei programmi di pianificazione territoriale, dando concreta espressione alla relazione intercorrente tra progetti di sviluppo e conservazione del patrimonio archeologico. Nel nostro Paese tale spirito è interpretato solo dagli articoli 95 e 96 del codice dei contratti pubblici relativi a lavori, servizi e forniture, di cui al decreto legislativo n. 163 del 2006, che però risultano insufficienti. Pertanto la ratifica della Convenzione diventerà un potente stimolo per un riordino della materia negli anni futuri, garantendo numerosissimi benefici in termini di miglioramento dell'azione di tutela del patrimonio archeologico e di creazione di nuovi posti di lavoro.

PROPOSTA DI LEGGE

—

ART. 1.

(Autorizzazione alla ratifica).

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione europea per la protezione del patrimonio archeologico, fatta alla Valletta il 16 gennaio 1992.

ART. 2.

(Ordine di esecuzione).

1. Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo 1, a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 14 della medesima Convenzione.

Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique (révisée)

La Valette. 16.I.1992

Préambule

Les Etats membres du Conseil de l'Europe et les autres Etats parties à la Convention culturelle européenne, signataires de la présente Convention (révisée),

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin notamment de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun;

Vu la Convention culturelle européenne, signée à Paris le 19 décembre 1954, et notamment ses articles 1 et 5;

Vu la Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe, signée à Grenade le 3 octobre 1985;

Vu la Convention européenne sur les infractions visant des biens culturels, signée à Delphes le 23 juin 1985;

Vu les recommandations de l'Assemblée parlementaire relatives à l'archéologie et notamment les Recommandations 848 (1978); 921 (1981) et 1072 (1988);

Vu la Recommandation n° R (89) 5 relative à la protection et mise en valeur du patrimoine archéologique dans le contexte des opérations d'aménagement urbain et rural;

Rappelant que le patrimoine archéologique est un élément essentiel pour la connaissance du passé des civilisations;

Reconnaissant que le patrimoine archéologique européen, témoin de l'histoire ancienne, est gravement menacé de dégradation aussi bien par la multiplication des grands travaux d'aménagement que par les risques naturels, les fouilles clandestines ou dépourvues de caractère scientifique, ou encore l'insuffisante information du public;

Affirmant qu'il importe d'instituer, là où elles n'existent pas encore, les procédures de contrôle administratif et scientifique qui s'imposent, et qu'il y a lieu d'intégrer les préoccupations de sauvegarde archéologique dans les politiques d'aménagement urbain et rural, et de développement culturel;

Soulignant que la responsabilité de la protection du patrimoine archéologique incombe non seulement à l'Etat directement concerné, mais aussi à l'ensemble des pays européens, afin de réduire les risques de dégradation et de promouvoir la conservation, en favorisant les échanges d'experts et d'expériences;

Constatant la nécessité de compléter les principes formulés par la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique, signée à Londres le 6 mai 1969, à la suite de l'évolution des politiques d'aménagement dans les pays européens, Sont convenus de ce qui suit:

Définition du patrimoine archéologique

Article 1er

1. Le but de la présente Convention (révisée) est de protéger le patrimoine archéologique en tant que source de la mémoire collective européenne et comme instrument d'étude historique et scientifique.
2. A cette fin, sont considérés comme éléments du patrimoine archéologique tous les vestiges, biens et autres traces de l'existence de l'humanité dans le passé, dont à la fois:
   i. la sauvegarde et l'étude permettent de retracer le développement de l'histoire de l'humanité et de sa relation avec l'environnement naturel;
   ii. les principaux moyens d'information sont constitués par des fouilles ou des découvertes ainsi que par d'autres méthodes de recherche concernant l'humanité et son environnement;
   iii. l'implantation se situe dans tout espace relevant de la juridiction des Parties.
3. Sont inclus dans le patrimoine archéologique les structures, constructions, ensembles architecturaux, sites aménagés, témoins mobiliers, monuments d'autre nature, ainsi que leur contexte, qu'ils soient situés dans le sol ou sous les eaux.

Identification du patrimoine et mesures de protection

Article 2

Chaque Partie s'engage à mettre en œuvre, selon les modalités propres à chaque Etat, un régime juridique de protection du patrimoine archéologique prévoyant:

i. la gestion d'un inventaire de son patrimoine archéologique et le classement de monuments ou de zones protégés;
ii. la constitution de zones de réserve archéologiques, même sans vestiges apparents en surface ou sous les eaux, pour la conservation de témoignages matériels à étudier par les générations futures;
iii. l'obligation pour l'inventeur de signaler aux autorités compétentes la découverte fortuite d'éléments du patrimoine archéologique et de les mettre à disposition pour examen.

Article 3

En vue de préserver le patrimoine archéologique et afin de garantir la signification scientifique des opérations de recherche archéologique, chaque Partie s'engage:

i. à mettre en œuvre des procédures d'autorisation et de contrôle des fouilles, et autres activités archéologiques, afin:
   a. de prévenir toute fouille ou déplacement illicites d'éléments du patrimoine archéologique;
   b. d'assurer que les fouilles et prospections archéologiques sont entreprises de manière scientifique et sous réserve que:
      - des méthodes d'investigation non destructrices soient employées aussi souvent que possible;

- les éléments du patrimoine archéologique ne soient pas exhumés lors des fouilles ni laissés exposés pendant ou après celles-ci sans que des dispositions convenables n'aient été prises pour leurs préservation, conservation et gestion;

ii. à veiller à ce que les fouilles et autres techniques potentiellement destructrices ne soient pratiquées que par des personnes qualifiées et spécialement habilitées;

iii. à soumettre à autorisation préalable spécifique, dans les cas prévus par la législation interne de l'Etat, l'emploi de détecteurs de métaux et d'autres équipements de détection ou procédés pour la recherche archéologique.

Article 4

Chaque Partie s'engage à mettre en œuvre des mesures de protection physique du patrimoine archéologique prévoyant suivant les circonstances:

i. l'acquisition ou la protection par d'autres moyens appropriés, par les pouvoirs publics, d'espaces destinés à constituer des zones de réserve archéologiques;

ii. la conservation et l'entretien du patrimoine archéologique, de préférence sur son lieu d'origine;

iii. l'aménagement de dépôts appropriés pour les vestiges archéologiques déplacés de leur lieu d'origine.

Conservation intégrée du patrimoine archéologique

Article 5

Chaque Partie s'engage:

i. à rechercher la conciliation et l'articulation des besoins respectifs de l'archéologie et de l'aménagement en veillant à ce que des archéologues participent:
   a. aux politiques de planification visant à établir des stratégies équilibrées de protection, de conservation et de mise en valeur des sites présentant un intérêt archéologique;
   b. au déroulement dans leurs diverses phases des programmes d'aménagement;

ii. à assurer une consultation systématique entre archéologues, urbanistes et aménageurs du territoire, afin de permettre:
   a. la modification des plans d'aménagement susceptibles d'altérer le patrimoine archéologique;
   b. l'octroi du temps et des moyens suffisants pour effectuer une étude scientifique convenable du site avec publication des résultats;

iii. à veiller à ce que les études d'impact sur l'environnement et les décisions qui en résultent prennent complètement en compte les sites archéologiques et leur contexte;

iv. à prévoir, lorsque des éléments du patrimoine archéologique ont été trouvés à l'occasion de travaux d'aménagement et quand cela s'avère faisable, la conservation in situ de ces éléments;

v. à faire en sorte que l'ouverture au public des sites archéologiques, notamment les aménagements d'accueil d'un grand nombre de visiteurs, ne porte pas atteinte au caractère archéologique et scientifique de ces sites et de leur environnement.

Financement de la recherche et conservation archéologique

Article 6

Chaque Partie s'engage:

i. à prévoir un soutien financier à la recherche archéologique par les pouvoirs publics nationaux, régionaux ou locaux, en fonction de leurs compétences respectives;
ii. à accroître les moyens matériels de l'archéologie préventive:
   a. en prenant les dispositions utiles pour que, lors de grands travaux d'aménagement publics ou privés soit prévue la prise en charge complète par des fonds provenant de manière appropriée du secteur public ou du secteur privé du coût de toute opération archéologique nécessaire liée à ces travaux;
   b. en faisant figurer dans le budget de ces travaux, au même titre que les études d'impact imposées par les préoccupations d'environnement et d'aménagement du territoire, les études et les prospections archéologiques préalables, les documents scientifiques de synthèse, de même que les communications et publications complètes des découvertes.

Collecte et diffusion de l'information scientifique

Article 7

En vue de faciliter l'étude et la diffusion de la connaissance des découvertes archéologiques, chaque Partie s'engage:

i. à réaliser ou actualiser les enquêtes, les inventaires et la cartographie des sites archéologiques dans les espaces soumis à sa juridiction;
ii. à adopter toutes dispositions pratiques en vue d'obtenir, au terme d'opérations archéologiques, un document scientifique de synthèse publiable, préalable à la nécessaire diffusion intégrale des études spécialisées.

Article 8

Chaque Partie s'engage:

i. à faciliter l'échange sur le plan national ou international d'éléments du patrimoine archéologique à des fins scientifiques professionnelles, tout en prenant les dispositions utiles pour que cette circulation ne porte atteinte d'aucune manière à la valeur culturelle et scientifique de ces éléments;
ii. à susciter les échanges d'informations sur la recherche archéologique et les fouilles en cours, et à contribuer à l'organisation de programmes de recherche internationaux.

Sensibilisation du public

Article 9

Chaque Partie s'engage:

i. à entreprendre une action éducative en vue d'éveiller et de développer auprès de l'opinion publique une conscience de la valeur du patrimoine archéologique pour la connaissance du passé et des périls qui menacent ce patrimoine;

ii. à promouvoir l'accès du public aux éléments importants de son patrimoine archéologique, notamment les sites, et à encourager l'exposition au public de biens archéologiques sélectionnés.

Prévention de la circulation illicite d'éléments du patrimoine archéologique

Article 10

Chaque Partie s'engage:

i. à organiser l'échange d'informations entre les pouvoirs publics compétents et les institutions scientifiques sur les fouilles illicites constatées;
ii. à porter à la connaissance des instances compétentes de l'Etat d'origine partie à cette Convention (révisée) toute offre suspecte de provenance de fouilles illicites ou de détournements de fouilles officielles, et toutes précisions nécessaires à ce sujet;
iii. en ce qui concerne les musées et les autres institutions similaires dont la politique d'achat est soumise au contrôle de l'Etat, à prendre les mesures nécessaires afin que ceux-ci n'acquièrent pas des éléments du patrimoine archéologique suspectés de provenir de découvertes incontrôlées, de fouilles illicites ou de détournements de fouilles officielles;
iv. pour les musées et autres institutions similaires, situés sur le territoire d'une Partie, mais dont la politique d'achat n'est pas soumise au contrôle de l'Etat:
    a. à leur transmettre le texte de la présente Convention (révisée);
    b. à n'épargner aucun effort pour assurer le respect par lesdits musées et institutions des principes formulés dans le paragraphe 3 ci-dessus;
v. à restreindre, autant que possible, par une action d'éducation, d'information, de vigilance et de coopération, le mouvement des éléments du patrimoine archéologique provenant de découvertes incontrôlées, de fouilles illicites ou de détournements de fouilles officielles.

Article 11

Aucune disposition de la présente Convention (révisée) ne porte atteinte aux traités bilatéraux ou multilatéraux qui existent ou qui pourront exister entre des Parties, visant la circulation illicite d'éléments du patrimoine archéologique ou leur restitution au propriétaire légitime.

Assistance technique et scientifique mutuelle

Article 12

Les Parties s'engagent:

i. à se prêter une assistance technique et scientifique mutuelle s'exprimant dans un échange d'expériences et d'experts dans les matières relatives au patrimoine archéologique;
ii. à favoriser, dans le cadre des législations nationales pertinentes ou des accords internationaux par lesquels elles sont liées, les échanges de spécialistes de la conservation du patrimoine archéologique, y compris dans le domaine de la formation permanente.

Contrôle de l'application de la Convention (révisée)

Article 13

Aux fins de la présente Convention (révisée), un comité d'experts, institué par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe en vertu de l'article 17 du Statut du Conseil de l'Europe, est chargé de suivre l'application de la Convention (révisée) et en particulier:

i. de soumettre périodiquement au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe un rapport sur la situation des politiques de protection du patrimoine archéologique dans les Etats parties à la Convention (révisée) et sur l'application des principes qu'elle énonce;
ii. de proposer au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe toute mesure tendant à la mise en œuvre des dispositions de la Convention (révisée), y compris dans le domaine des activités multilatérales et en matière de révision ou d'amendement de la Convention (révisée), ainsi que d'information du public sur les objectifs de la Convention (révisée);
iii. de faire des recommandations au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, relatives à l'invitation d'Etats non membres du Conseil de l'Europe à adhérer à la Convention (révisée).

Clauses finales

Article 14

1. La présente Convention (révisée) est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe et des autres Etats parties à la Convention culturelle européenne.
   Elle sera soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
2. Un Etat partie à la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique, signée à Londres le 6 mai 1969, ne peut déposer son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation s'il n'a pas déjà dénoncé ladite Convention ou s'il ne la dénonce pas simultanément.
3. La présente Convention (révisée) entrera en vigueur six mois après la date à laquelle quatre Etats, dont au moins trois Etats membres du Conseil de l'Europe, auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention (révisée) conformément aux dispositions des paragraphes précédents.
4. Dans le cas où, en application des deux paragraphes précédents, la prise d'effet de la dénonciation de la Convention du 6 mai 1969 et l'entrée en vigueur de la présente Convention (révisée) ne seraient pas simultanées, un Etat contractant peut déclarer, lors du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, qu'il continuera à appliquer la Convention du 6 mai 1969 jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente Convention (révisée).
5. La présente Convention (révisée) entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui exprimerait ultérieurement son consentement à être lié par elle six mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 15

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention (révisée), le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout autre Etat non membre du Conseil ainsi que la Communauté économique européenne à adhérer à la présente Convention (révisée), par une décision prise à la majorité prévue à l'article 20.d du

Statut du Conseil de l'Europe, et à l'unanimité des représentants des Etats contractants ayant le droit de siéger au Comité.

2. Pour tout Etat adhérent ou pour la Communauté économique européenne, en cas d'adhésion, la Convention (révisée) entrera en vigueur six mois après la date de dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 16

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention (révisée).
2. Tout Etat peut, à tout autre moment par la suite, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de la présente Convention (révisée) à tout autre territoire désigné dans la déclaration. La Convention (révisée) entrera en vigueur à l'égard de ce territoire six mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire Général.
3. Toute déclaration faite en vertu des deux paragraphes précédents pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait prendra effet six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 17

1. Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention (révisée) en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
2. La dénonciation prendra effet six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 18

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil de l'Europe, aux autres Etats parties à la Convention culturelle européenne, ainsi qu'à tout Etat et à la Communauté économique européenne ayant adhéré ou ayant été invité à adhérer à la présente Convention (révisée):

i. toute signature;
ii. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
iii. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention (révisée) conformément à ses articles 14, 15 et 16;
iv. tout autre acte, notification ou communication ayant trait à la présente Convention (révisée).

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention (révisée).

Fait à La Valette, le 16 janvier 1992, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe, aux autres Etats parties à la Convention culturelle européenne, ainsi qu'à tout Etat non membre ou à la Communauté économique européenne invités à adhérer à la présente Convention (révisée).

TRADUZIONE NON UFFICIALE

Convenzione europea per la protezione del patrimonio archeologico (riveduta)

La Valletta, 16 gennaio 1992

Preambolo

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa e gli altri Stati, parti contraenti della Convenzione culturale europea, firmatari della presente Convenzione (riveduta),

Considerato che lo scopo del Consiglio d'Europa è di realizzare un'unione più stretta tra i suoi Membri al fine, in particolare, di salvaguardare e promuovere gli ideali e i principi che sono loro patrimonio comune;

Vista la Convenzione culturale europea, firmata a Parigi il 19 dicembre 1954, e in particolare gli articoli 1 e 5;

Vista la Convenzione per la salvaguardia del patrimonio architettonico europeo, firmata a Granada il 3 ottobre 1985;

Vista la Convenzione europea sui delitti concernenti i beni culturali, firmata a Delfi il 23 giugno 1985;

Viste le raccomandazioni dell'Assemblea parlamentare relative all'archeologia, e in particolare le Raccomandazioni 848 (1978), 921 (1981) e 1072 (1988);

Vista la Raccomandazione no. R (89) 5 relativa alla protezione e alla valorizzazione del patrimonio archeologico nel contesto della pianificazione urbana e rurale;

Ricordando che il patrimonio archeologico è un elemento essenziale per la conoscenza del passato delle civiltà;

Riconoscendo che il patrimonio archeologico europeo, testimone della storia antica, è gravemente minacciato dal moltiplicarsi dei grandi lavori di pianificazione del territorio e dai rischi naturali, dagli scavi clandestini o privi di carattere scientifico, o dall'insufficiente informazione del pubblico;

Affermando l'importanza di istituire, laddove non esistano ancora, procedure di controllo amministrativo e scientifico, e la necessità di integrare la protezione dell'archeologia nelle politiche di pianificazione urbana e rurale, e di sviluppo culturale;

Sottolineando che la responsabilità della protezione del patrimonio archeologico incombe non solo allo Stato direttamente interessato, ma anche all'insieme dei paesi europei, al fine di ridurre i rischi di degrado e promuovere la conservazione, favorendo gli scambi di esperti e d'esperienze;

Vista la necessità di completare i principi formulati dalla Convenzione europea per la salvaguardia del patrimonio archeologico, firmata a Londra il 6 marzo 1969, in seguito all'evoluzione delle politiche di pianificazione del territorio nei paesi europei,

hanno convenuto quanto segue:

Definizione di patrimonio archeologico

Articolo 1

1. L'obiettivo della presente Convenzione (riveduta) è di proteggere il patrimonio archeologico in quanto fonte della memoria collettiva europea e strumento di studio storico e scientifico.

2. A tale scopo sono considerati come costituenti il patrimonio archeologico tutti i reperti, beni e altre tracce dell'esistenza dell'uomo nel passato:

i. la cui salvaguardia e studio permettono di descrivere l'evoluzione della storia dell'uomo e del suo rapporto con la natura;

ii. i cui principali mezzi di informazione sono costituiti da scavi e scoperte, nonché da altri mezzi di ricerca concernenti l'uomo e l'ambiente che lo circonda;

iii. che si trovano su territori soggetti alla giurisdizione delle Parti contraenti.

3. Il patrimonio archeologico comprende le strutture, costruzioni, complessi architettonici, siti esplorati, beni mobili, monumenti di altro tipo e il loro contesto, che si trovino nel suolo o sott'acqua.

Identificazione del patrimonio e misure di protezione

Articolo 2

Ogni Parte si impegna ad adottare, secondo le modalità proprie a ciascuno Stato, un regime giuridico per la protezione del patrimonio archeologico che preveda:

i. la gestione di un inventario del proprio patrimonio archeologico e la classificazione dei monumenti e delle zone protette;

ii. la costituzione di riserve archeologiche, anche dove non vi siano evidenti reperti in superficie o sott'acqua, per conservare le testimonianze materiali, affinché le generazioni future possano studiarle;

iii. l'obbligo dello scopritore di segnalare alle autorità competenti la scoperta casuale di elementi appartenenti al patrimonio archeologico, e di metterli a disposizione per un esame.

Articolo 3

Allo scopo di salvaguardare il patrimonio archeologico e di garantire la scientificità delle operazioni di ricerca archeologica, ogni Parte si impegna:

i. ad introdurre delle procedure d'autorizzazione e di controllo degli scavi e delle altre attività archeologiche, al fine di:

a. impedire scavi o allontanamento illegali di elementi del patrimonio archeologico;

b. garantire che gli scavi e le ricerche archeologiche si svolgano in modo scientifico e che:

– vengano applicati nella misura del possibile metodi di ricerca non distruttivi;

– gli elementi del patrimonio archeologico non vengano portati alla luce né lasciati esposti durante o dopo gli scavi senza che siano state adottate delle disposizioni per la loro preservazione, conservazione e gestione;

ii. a fare in modo che gli scavi e le altre tecniche potenzialmente distruttive vengano praticate esclusivamente da persone qualificate e munite di un'autorizzazione speciale;

iii. a sottomettere ad un'autorizzazione preliminare, nei casi previsti dalla legislazione interna dello Stato, l'utilizzazione di rivelatori di metalli e di altri strumenti di rivelazione o di altri procedimenti per la ricerca archeologica.

Articolo 4

Ogni Parte si impegna ad adottare misure di protezione fisica del patrimonio archeologico che prevedano, secondo le circostanze:

i. l'acquisto o la protezione mediante altri mezzi appropriati, da parte dell'autorità pubblica, dei terreni destinati a diventare zone di riserva archeologica;

ii. la conservazione e la manutenzione del patrimonio archeologico, preferibilmente sul luogo d'origine;

iii. la creazione di depositi idonei per i reperti archeologici allontanati dal loro luogo d'origine.

Conservazione integrata del patrimonio archeologico

Articolo 5

Ogni Parte si impegna:

i. a cercare di conciliare e articolare i bisogni dell'archeologia e della pianificazione, facendo in modo che degli archeologi partecipino:

a.alle politiche di pianificazione volte a definire delle strategie equilibrate di protezione, conservazione e valorizzazione dei siti di interesse archeologico;

b. allo svolgimento delle diverse fasi dei programmi di pianificazione;

ii. a garantire una consultazione sistematica tra archeologi, urbanisti e pianificatori del territorio, al fine di permettere:

a. la modifica dei progetti di pianificazione che rischiano di alterare il patrimonio archeologico;

b. la concessione di tempo e mezzi sufficienti per effettuare uno studio scientifico adeguato del sito e per la pubblicazione dei risultati;

iii. a fare in modo che gli studi d'impatto ambientale e le decisioni che ne risultano tengano debitamente conto dei siti archeologici e del loro contesto;

iv. a prevedere, quando ciò sia possibile, la conservazione *in situ* degli elementi del patrimonio archeologico trovati in occasione di lavori di sistemazione del territorio;

v. a fare in modo che l'apertura al pubblico dei siti archeologici, in particolare le strutture necessarie ad accogliere un gran numero di visitatori, non incida sul carattere archeologico e scientifico di tali siti e dell'ambiente circostante.

Finanziamento della ricerca e della conservazione archeologica

Articolo 6

Ogni Parte si impegna:

i. a prevedere un sostegno finanziario alla ricerca archeologica da parte delle autorità pubbliche nazionali, regionali e locali, in funzione delle rispettive competenze;

ii. ad aumentare i mezzi materiali dell'archeologia preventiva:

a. adottando disposizioni utili affinché, in caso di importanti lavori pubblici o privati di sistemazione, siano previsti fondi, provenienti in maniera appropriata dal settore pubblico e da quello privato, che si assumano la totalità dei costi delle operazioni archeologiche necessarie legate a questi lavori;

b. facendo figurare nel bilancio preventivo di questi lavori, come accade per gli studi d'impatto ambientale imposti da preoccupazioni di tipo ambientale e di sistemazione del territorio, gli studi e le ricerche archeologiche preliminari, i documenti scientifici di sintesi, nonché le comunicazioni e le pubblicazioni integrali delle scoperte.

Raccolta e diffusione delle informazioni scientifiche

Articolo 7

Al fine di facilitare lo studio e la diffusione della conoscenza delle scoperte archeologiche, ogni Parte si impegna:

i. a realizzare o aggiornare le inchieste, gli inventari e la cartografia dei siti archeologici nei territori soggetti alla sua giurisdizione;

ii. ad adottare disposizioni pratiche che permettano di ottenere, al termine delle operazioni archeologiche, un documento scientifico di sintesi pubblicabile, preliminare alla necessaria diffusione integrale degli studi specializzati.

Articolo 8

Ogni Parte si impegna:

i. a facilitare lo scambio a livello nazionale e internazionale di elementi del patrimonio archeologico per fini scientifici e professionali, pur adottando disposizioni che impediscano che tale circolazione incida sul valore culturale e scientifico di tali elementi;

ii. a promuovere gli scambi di informazioni sulla ricerca archeologica e gli scavi in corso, e a contribuire all'organizzazione di programmi di ricerca internazionali.

Sensibilizzazione del pubblico

Articolo 9

Ogni Parte si impegna:

i. ad intraprendere un'azione educativa volta a risvegliare e a sviluppare presso l'opinione pubblica la coscienza del valore del patrimonio archeologico per la conoscenza del passato, e dei pericoli a cui tale patrimonio è esposto;

ii. a promuovere l'accesso del pubblico agli elementi importanti del suo patrimonio archeologico, in particolare ai siti, e ad incoraggiare l'esposizione al pubblico di beni archeologici selezionati.

Prevenzione della circolazione illecita di elementi del patrimonio archeologico

Articolo 10

Ogni Parte si impegna:

i. ad organizzare lo scambio di informazioni tra le autorità pubbliche competenti e le istituzioni scientifiche riguardo agli scavi illeciti constatati;

ii. ad informare le istanze competenti dello Stato d'origine, parte contraente della presente Convenzione (riveduta), di ogni offerta sospettata di provenire da scavi illeciti o di essere stata sottratta a scavi ufficiali, e a fornire tutte le informazioni necessarie al riguardo;

iii. per quanto riguarda i musei e le altre istituzioni analoghe la cui politica d'acquisto è soggetta al controllo dello Stato, ad adottare le misure necessarie ad impedire che essi acquistino elementi del patrimonio archeologico sospettati di provenire da scoperte incontrollate, da scavi illeciti o di essere stati sottratti a scavi ufficiali;

iv. per i musei e le altre istituzioni analoghe situate sul territorio di una delle Parti, ma la cui politica d'acquisto non è soggetta al controllo dello Stato:

a. a trasmettere loro il testo della presente Convenzione (riveduta);

b a fare tutto il possibile per garantire il rispetto da parte dei suddetti musei e istituzioni dei principi formulati nel paragrafo 3 qui sopra;

v. a limitare nella misura del possibile, con azioni a livello di educazione, informazione, sorveglianza e cooperazione, il movimento di elementi del patrimonio archeologico provenienti da scoperte incontrollate, da scavi illeciti o sottratti a scavi ufficiali.

Articolo 11

Nessuna disposizione della presente Convenzione (riveduta) altera i trattati bilaterali o multilaterali esistenti o che potranno esistere tra le Parti, relativi alla circolazione illecita di elementi del patrimonio archeologico o alla loro restituzione al legittimo proprietario.

Mutua assistenza tecnica e scientifica

Articolo 12

Le Parti si impegnano:

i. a prestarsi una mutua assistenza tecnica e scientifica, sotto forma di uno scambio di esperienze e di esperti nelle materie relative al patrimonio archeologico;

ii. a favorire, nell'ambito delle relative legislazioni o degli accordi internazionali dai quali sono vincolate, gli scambi di specialisti della conservazione del patrimonio archeologico, inclusi quelli nel campo della formazione permanente.

Controllo dell'applicazione della Convenzione (riveduta)

Articolo 13

Ai fini della presente Convenzione (riveduta), un comitato di esperti, istituito dal Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa in virtù dell'articolo 17 dello Statuto del Consiglio d'Europa, è incaricato di seguire l'applicazione della Convenzione (riveduta) e in particolare:

i. di sottoporre periodicamente al Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa un rapporto sulla situazione delle politiche di protezione del patrimonio archeologico negli Stati parti contraenti della Convenzione (riveduta) e sull'applicazione dei principi da essa enunciati;

ii. di proporre al Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa misure volte all'applicazione delle disposizioni della Convenzione (riveduta), ivi comprese quelle nel campo delle attività multilaterali e in materia di revisione o di emendamento della Convenzione (riveduta), nonché d'informazione del pubblico sugli obiettivi della Convenzione (riveduta);

iii. di fare delle raccomandazioni al Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa relative all'invito di Stati non membri del Consiglio d'Europa ad aderire alla Convenzione (riveduta).

Clausole finali

Articolo 14

1. La presente Convenzione (riveduta) è aperta alla firma dei Membri del Consiglio d'Europa e degli altri Stati, parti contraenti della Convenzione culturale europea.

Essa sarà sottoposta a ratifica, accettazione o approvazione. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o d'approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. Uno Stato parte contraente della Convenzione europea per la protezione del patrimonio archeologico, firmata a Londra il 6 maggio 1969, non può depositare il suo strumento di ratifica, d'accettazione o d'approvazione se non ha ancora denunciato la suddetta Convenzione o se non la denuncia contemporaneamente.

3. La presente Convenzione (riveduta) entrerà in vigore sei mesi dopo la data nella quale quattro Stati, di cui almeno tre Membri del Consiglio d'Europa, avranno espresso il loro consenso ad esserne vincolati, conformemente alle disposizioni dei paragrafi precedenti.

4. Nel caso in cui, in applicazione dei paragrafi precedenti, l'effetto della denuncia della Convenzione del 6 maggio 1969 e l'entrata in vigore della presente Convenzione (riveduta) non fossero simultanei, uno Stato contraente può dichiarare, al momento del deposito del suo strumento di ratifica, d'accettazione o d'approvazione, che continuerà ad applicare la convenzione del 6 maggio 1969 fino all'entrata in vigore della presente Convenzione (riveduta).

5. La presente Convenzione (riveduta) entrerà in vigore nei confronti di tutti gli Stati firmatari che esprimeranno ulteriormente il loro consenso ad esserne vincolati sei mesi dopo la data del deposito dello strumento di ratifica, d'accettazione o d'approvazione.

Articolo 15

1. Dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione (riveduta), il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa potrà invitare qualunque Stato non membro del Consiglio, così come la Comunità economica europea, ad aderire alla presente Convenzione (riveduta), con una decisione presa con la maggioranza prevista all'articolo 20.d dello Statuto del Consiglio d'Europa, e all'unanimità dei rappresentanti degli Stati contraenti che hanno diritto ad un seggio nel Comitato.

2. Per ciascuno Stato aderente, o per la Comunità economica europea in caso di adesione, la Convenzione (riveduta) entrerà in vigore sei mesi dopo la data del deposito dello strumento d'adesione presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 16

1. Ciascuno Stato può, al momento della firma o al momento del deposito dello strumento di ratifica, d'accettazione, d'approvazione o d'adesione, indicare il o i territori ai quali si applicherà la presente Convenzione (riveduta).

2. Ciascuno Stato può, in ogni altro momento seguente, con una dichiarazione inviata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, estendere l'applicazione della presente Convenzione (riveduta) a ogni altro territorio indicato nella dichiarazione. La Convenzione (riveduta) entrerà in vigore nei confronti di questo territorio sei mesi dopo la data di ricevimento della dichiarazione da parte del Segretario Generale.

3. Ogni dichiarazione fatta ai sensi dei due paragrafi precedenti potrà essere ritirata, per quel che concerne ciascun territorio indicato in tale dichiarazione, con notifica indirizzata al Segretario Generale. Il ritiro avrà effetto sei mesi dopo la data di ricevimento della notifica da parte del Segretario Generale.

Articolo 17

1. Ogni Parte può, in ogni momento, denunciare la presente Convenzione (riveduta) inviando una notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. La denuncia avrà effetto sei mesi dopo la data di ricevimento della notifica da parte del Segretario Generale.

Articolo 18

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio d'Europa, agli altri Stati aderenti alla Convenzione culturale europea, nonché ad ogni Stato e alla Comunità economica europea aderente o invitato ad aderire alla presente Convenzione (riveduta):

i. ogni sottoscrizione;

ii. il deposito di ogni strumento di ratifica, d'accettazione, d'approvazione o d'adesione;

iii. ogni data di entrata in vigore della presente Convenzione, conformemente ai suoi articoli 14, 15 e 16;

iv. ogni altro atto, notifica o comunicazione riguardante la presente Convenzione (riveduta).

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati all'uopo, hanno firmato la presente Convenzione (riveduta).

Fatto alla Valletta, il 16 gennaio 1992, in francese e in inglese, le due versioni facendo egualmente testo, in un solo esemplare che sarà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne comunicherà copie certificate conformi a tutti gli Stati membri del Consiglio d'Europa, agli altri Stati contraenti della Convenzione culturale europea, nonché a tutti gli Stati non membri o alla Comunità economica europea invitati ad aderire alla presente Convenzione (riveduta).

PAGINA BIANCA

€ 2,00

17PDL0013150